



Gloires et déboires de l'économie nord-coréenne

Nicolas Lévi

DANS **POUVOIRS** 2018/4 N° 167 , PAGES 67 À 79

ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0152-0768

ISBN 9782021406597

DOI 10.3917/pouv.167.0067

Date de mise en ligne : 08/01/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://droit.cairn.info/revue-pouvoirs-2018-4-page-67?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

GLOIRES ET DÉBOIRES
DE L'ÉCONOMIE
NORD-CORÉENNE

A vis de gros temps pour la Corée du Nord ! Les sanctions prises à l'encontre du pays ne sont pas les premières mais leur radicalité ainsi que la fermeté (décroissante à partir de janvier 2017) de la Chine quant à leur application risquent de grandement déstabiliser le leadership nord-coréen. Et cela, au grand dam de l'économie nord-coréenne, qui se développe fortement depuis décembre 2016.

Parallèlement, il semblerait que la Corée du Nord s'ouvre sur le monde, ce qui pourrait tout particulièrement intéresser les entreprises sud-coréennes. Séoul n'est qu'à quarante-trois kilomètres de la frontière avec le Nord.

Malgré la proximité géographique entre les deux pays, il demeure également difficile de comparer les deux économies tant les systèmes politiques, tant l'histoire de ces deux pays est diamétralement différente. L'économie sud-coréenne peut-être résumée comme étant libérale alors que, selon Kim Kwang-jin, membre de l'Institut pour les stratégies de sécurité nationale en Corée du Sud, l'économie nord-coréenne se traduit par une dualité dans sa forme : d'une part, une économie visant à satisfaire les besoins de la population et, d'autre part, une économie ayant pour but de répondre aux besoins de la classe dirigeante. Par souci de concision, l'analyse de la seconde ne sera pas développée dans cet article.

Ce texte a pour but d'apporter des éléments de réflexion concernant l'économie nord-coréenne, tout en cherchant des éléments de similarité et de coopération avec l'économie sud-coréenne. Vaste programme !

LES MOTEURS DE L'ÉCONOMIE NORD-CORÉENNE

Parti et armée

L'économie nord-coréenne est indissociable de deux éléments : l'idéologie nord-coréenne (l'idéologie du *juche*¹) et les acteurs de la vie économique. Sur le plan historique, il est par ailleurs impossible de dissocier le Parti du travail de Corée (PTC) et l'Armée populaire de Corée (APC) de la gestion des principales structures à vocation économique du pays. Le PTC, communément appelé « parti communiste nord-coréen », se trouve depuis sa création dans une lutte avec l'APC pour la domination des affaires économiques du pays. La guerre de Corée (1950-1953) causa la destruction des structures industrielles léguées par l'occupant japonais (1910-1945) et nécessita la mise en place d'une économie de guerre. Celle-ci fut renforcée par la présidence de Kim Il-sung, lui-même acquis à la cause militaire. Les sociétés militaires nord-coréennes se chargèrent de la reconstruction du pays et furent donc globalement impliquées dans son économie. Au cours des années 1960, l'économie nord-coréenne était même en meilleure condition que celle du Sud du point de vue de la croissance. Dans les années 1970, avec l'avènement officieux de Kim Jong-il à la tête du pays, le PTC tenta d'élargir son pouvoir au sein du secteur économique en augmentant les responsabilités des organisations qui lui sont affiliées. C'est par la suite que les choses se gâtèrent pour Pyongyang... Cependant, avant de passer aux années 1980, évoquons le rôle primordial des complexes économiques nord-coréens dans l'économie du pays.

Le rôle des chaebŏl dans l'économie

La Corée du Sud voit son paysage économique dominé par de grands conglomérats appelés *chaebŏl*, mot qui étymologiquement est l'association de *jae*, la richesse, et *beol*, le clan.

Tout comme en Corée du Sud, il existe des *chaebŏl* en Corée du Nord, appelés *yeonhap kiupso*, ce que l'on peut traduire par « unions d'entreprises ». Ces conglomérats économique-industriels, financés gracieusement par l'État et ayant importé dans le passé des technologies de production occidentales, emploient plus de dix mille personnes. Il existe des *yeonhap*

1. L'idéologie nord-coréenne, plus communément appelée *juche*, a primordialement pour mission de justifier le pouvoir inébranlable de la famille des Kim. Son avènement mythique, selon la propagande nord-coréenne, daterait de la période 1926-1930; elle émanerait de la lutte anti-impérialiste de Kim Il-sung. Le terme *juche* trouve son origine dans deux concepts : le *ju*, désignant « le maître », « le propriétaire », et le *che*, signifiant « le corps » ou « l'essence ».

kiupso plus petits, dit régionaux. Ce sont eux qui dominèrent fondamentalement le paysage économique nord-coréen jusqu'à la crise des années 1990.

Fonctionnant sur le principe de la centralisation de l'économie, ces sociétés émergèrent à partir de 1973 et rassemblèrent de manière verticale des entreprises de taille plus réduite appartenant au même secteur de l'économie, comme, dans l'industrie militaire, la société Chungnyon Jeonghi et, dans le domaine des matières premières, le complexe de fer et d'acier Hwanghae, ou encore la société minière Kimchaek, spécialisée dans le charbon et le fer. Ce sont elles qui ont dominé le commerce international nord-coréen.

À partir de 1980, tous les secteurs de l'économie purent être englobés dans ces *chaeböl*. En 2018, le plus grand *yeonhap kiupso* est la société Sungri, administrée conjointement par l'APC et le PTC. Ce dernier, par l'intermédiaire du Bureau 39², administre pour sa part le complexe Daesong, qui est également impliqué dans les secteurs miniers. Les mines en question sont financées par la banque du même nom, chargée de gérer les comptes des élites nord-coréennes.

L'association Choch'ongryön, qui défend les intérêts nord-coréens au Japon, administre un complexe économique comprenant vingt-huit sociétés qui défendent également les intérêts japonais en Corée du Nord. Ainsi, la banque Choch'ongryön et la compagnie d'assurances Keumgang supervisent les relations économiques entre ces deux pays, qui pourtant ne se reconnaissent pas diplomatiquement.

La crise économique des années 1990 démontre fondamentalement que ces conglomérats n'ont pas su s'adapter aux nouveaux défis à relever et que la bureaucratie nord-coréenne doit être mieux formée. Les sanctions appliquées par le Conseil de sécurité des Nations unies et par le bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor des États-Unis ont entraîné des changements structurels radicaux pour ces sociétés qui, du jour au lendemain, ont perdu un certain nombre de leurs clients. En effet, les entités coopérant avec ces sociétés nord-coréennes sont également passibles de sanctions, dites secondaires. La crise économique nord-coréenne débuta cependant bien avant cela, et son moteur fut la chute du bloc soviétique, le principal pourvoyeur d'aides et le plus grand distributeur de crédits non remboursés de la Corée du Nord.

2. Le Bureau 39 est chargé de générer des devises par le biais d'activités illégales. Il détient des comptes bancaires dans différents pays (Allemagne, Autriche, Hong Kong, Japon et Suisse) via la banque Daesong.

LE DÉBUT DES DÉBOIRES
DE L'ÉCONOMIE NORD-CORÉENNE

Au cours des années 1980 et au début des années 1990, plusieurs événements précipitent l'économie dans un gouffre jamais connu jusqu'alors. Tout d'abord, les principaux partenaires économiques de la Corée du Nord, les pays communistes et le Japon, cessent de vouloir régler les échanges sur la base de *barters* – forme de troc entre entreprises. Dorénavant, tous les échanges devaient se régler en devises, ce que ne pouvait faire Pyongyang, qui, au nom de son idéologie et de son principe d'indépendance économique, voulait limiter les échanges avec les pays tiers.

70

L'Union soviétique était tout particulièrement concernée en raison de son implication dans l'économie nord-coréenne. Avec l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir, en 1985, la situation de la Corée du Nord empira. Le leader soviétique décida que toutes les exportations soviétiques en direction de la Corée du Nord devaient être réglées en devises, qui n'affluaient pas dans les comptes gouvernementaux. Comme Moscou était le principal fournisseur de pétrole de Pyongyang, cette matière première cessa d'affluer et les entreprises nord-coréennes commencèrent rapidement à fonctionner au ralenti. L'économiste sud-coréen Kim Byung-yeon, professeur à l'université nationale de Séoul, estime que les capacités de production des entreprises nord-coréennes diminuèrent de 50 % entre la fin des années 1980 et le début des années 1990³.

Le deuxième élément qui précipita l'écroulement de l'économie nationale fut la crise météorologique de la seconde moitié des années 1990, qui détruisit la majeure partie des récoltes agricoles et causa la famine dans tout le pays. On considère qu'entre 1995 et 1998 12 % des habitants de la province du Hamgyong du Nord, représentant 15 % de la population nord-coréenne, décédèrent à la suite de cette catastrophe alimentaire.

En raison de la conjoncture économique, des sociétés firent faillite (faute de demande) et de nombreux employés furent licenciés (à commencer par les femmes⁴). Bien entendu, l'État nord-coréen rendit la météo responsable des déboires de l'économie, se refusant obstinément à remettre en question, du moins théoriquement, son modèle économique.

3. Kim Byung-Yeon, *Unveiling the North Korean Economy: Collapse and Transition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 47.

4. Oh Gyeong-sob, « Characteristics of Marketization in North Korea and Political Counter-measures », *Vantage Point*, vol. 36, n° 12, 2013, p. 49.

Le secteur économique militaire, représentant entre 40 et 60 % du produit national brut nord-coréen et employant plus de deux millions de personnes dont un quart dans le domaine des munitions et le reste dans d'autres domaines (armes chimiques, y compris les pesticides, matériels militaires pour les armées de terre, de l'air et la marine, industrie nucléaire...), fut tout aussi concerné. L'affaiblissement de la demande étrangère entraîna des licenciements massifs et une chute dramatique des exportations militaires. À noter cependant ici que la Corée du Nord tenta de négocier secrètement avec Israël pour cesser toute exportation d'armes en direction des ennemis de ce dernier pays en échange d'un programme israélien d'aide financière tangible en direction de Pyongyang. Malgré d'âpres négociations en Suède, ce projet ne vit jamais le jour.

Au début des années 1990, la valeur des exportations militaires nord-coréennes s'élevait encore à 600 millions de dollars. Dans les années 2010, elle n'était plus que de 120 millions de dollars, selon des estimations optimistes. À cela s'ajoute l'information obtenue auprès d'un réfugié nord-coréen ayant travaillé au sein du « Second Comité économique » (le ministère de l'Économie militaire), selon laquelle les usines militaires chargées de la production d'armes ne fonctionneraient qu'à 30 % de leurs capacités.

71

LA MISE EN PLACE DE RÉFORMES

Les difficultés mentionnées ci-dessus forcèrent le gouvernement nord-coréen à réformer l'économie du pays afin d'éviter toute situation d'anomie interne et d'asphyxie. Le modèle réformateur nord-coréen était censé se baser sur le modèle chinois, qui privilégie les zones économiques spéciales et les investissements directs en provenance de l'étranger. La mise en place de ces zones économiques spéciales fut donc un pas décisif. Néanmoins, évoquons en premier lieu la libéralisation par le bas de l'économie nord-coréenne, qui a eu le plus d'importance pour la population.

La décentralisation de l'économie

Dans les années 1990, le système de distribution publique à la population nord-coréenne, qui devait satisfaire ses besoins primaires, cessa de fonctionner correctement à cause des difficultés économiques évoquées plus haut. La population fut alors forcée de chercher des produits de première nécessité hors du système. Les plus chanceux furent ceux qui habitaient près de la frontière chinoise et qui pouvaient, avec une liberté relative, se fournir en produits chinois. Ces échanges furent également

dynamisés par la présence de Nord-Coréens d'origine chinoise pouvant librement circuler entre les deux pays.

Comme il n'y avait pas de magasins, des lieux collectifs proposant de la nourriture ont été créés, ce qui provoqua l'apparition des premiers restaurants en Corée du Nord. L'impossibilité pour l'État de répondre aux besoins de la population força celle-ci à se débrouiller par elle-même et donc à créer de petites entreprises produisant toutes sortes de services (notamment dans l'import-export de produits chinois) et de marchés agricoles peu réglementés et localisés hors des zones citadines.

Les premières réformes – un mot qui en 2018 continue d'être interdit d'usage en Corée du Nord – furent mises en place le 1^{er} juillet 2002. Elles consistaient à augmenter les salaires des employés d'État et à autoriser le paiement de bonus, pour dynamiser la demande interne.

72

Ces réformes insuffisantes contraignirent le pouvoir en place à modifier plus en profondeur les règles de fonctionnement de la vie économique. Le 1^{er} décembre 2012, le gouvernement nord-coréen assouplit les règles relatives à la distribution de la production au profit des entreprises industrielles. Le pouvoir des responsables de société s'accrut, à l'inverse de celui des responsables du PTC. Des primes de rendements ont alors également été mises en place. Ces réformes furent cependant une déception, selon Andray Abrahamian⁵, un spécialiste de l'économie nord-coréenne de l'université Macquarie, en Australie.

Le développement de zones économiques spéciales

Afin d'attirer des capitaux étrangers et donc des devises, les autorités nord-coréennes lancèrent un programme courageux pour la mise en place de zones économiques spéciales destinées à des investisseurs étrangers, à travers des mesures d'incitation fiscale et une main-d'œuvre peu onéreuse.

Dès 1984, l'État nord-coréen attira ainsi les investisseurs japonais en simplifiant les procédures de créations de société. Il fallut cependant attendre 1991 pour voir des réformes plus poussées se faire jour. Rappelons-le, si l'État nord-coréen avait besoin de devises étrangères, c'est que sa propre monnaie n'est pas convertible et se voit donc refusée par ses partenaires économiques. Et c'est pour cela que les technocrates nord-coréens, se référant au modèle chinois, développèrent le concept de zones économiques spéciales.

La première de ces zones fut créée en 1991 dans la région des villes de Rajin et de Sonbong. Les premières entreprises y apparurent seulement

5. Entretien par e-mail avec l'auteur, 2013.

en 1997. Quatre-vingts entreprises chinoises, russes et sud-coréennes s'y implantèrent et la valeur cumulée de ces investissements était de 1,4 milliard de dollars. La formation de cette zone économique a pourtant constitué un revers cuisant pour les autorités nord-coréennes, malgré la présence de quelques usines chinoises. Les étrangers peuvent y circuler de manière plus libre que dans d'autres villes nord-coréennes. Il est également possible d'y acheter des devises nord-coréennes, ce qui est quasiment impossible dans tout le reste du pays.

La zone économique spéciale la plus connue est celle du parc industriel conjoint Nord-Sud, près de la ville de Kaesong et de la frontière intercoréenne. Elle ne rappelle en rien la Corée du Nord mais plutôt un mini-univers sud-coréen, en raison de la présence de sociétés et d'échoppes sud-coréennes. Inauguré en juin 2002 mais rendu opérationnel en 2004, ce complexe se voulait un symbole de la réconciliation intercoréenne (les deux pays continuant de s'ignorer diplomatiquement), mais il a surtout nettement contribué au développement économique de la Corée du Nord. En effet, il faut souligner que tous les investissements effectués dans cette zone, que ce soit dans les travaux de construction ou dans la fourniture de produits plus basiques comme des feuilles de papier, des meubles, des stylos, des machines à café, étaient totalement financés par la Corée du Sud. Les autorités nord-coréennes n'y ont tout simplement pas mis un sou.

Malgré cela, le nombre de sociétés sud-coréennes installées dans la zone augmenta, passant de quinze en 2004 à cent vingt-cinq en 2013. Elles employaient six mille Sud-Coréens et plus de cinquante-deux mille Nord-Coréens en 2013. De même, le volume de marchandises transitant par Kaesong est passé de 198 à 840 millions de tonnes entre 2006 et 2013, et la quantité de produits alimentaires a été multipliée par cent trente, s'élevant de 13 à 2 000 tonnes par an. Les salaires des Nord-Coréens employés dans cette zone sont passés de 60 dollars par mois en 2008 à 131,5 dollars en 2013. Le 11 février 2016, Pyongyang ordonna aux Sud-Coréens de quitter la zone de Kaesong, faisant suite à la décision de Séoul de fermer celle-ci un jour auparavant. En octobre 2017, les Nord-Coréens se mirent à réutiliser les usines sud-coréennes sans autorisation préalable de Séoul.

Dans le même temps, une loi relative à de nouvelles zones économiques spéciales a été promulguée par l'Acte de développement de zones économiques, présenté le 29 mai 2013. Il s'agit de la première loi à donner des informations sur la possibilité pour les investisseurs étrangers d'investir dans ces zones – qui étaient auparavant réservées uniquement

à certains partenaires choisis par les autorités nord-coréennes. Cet acte instaura également le partage du pouvoir de contrôle de ces zones entre le gouvernement (le seul organe de contrôle jusqu'alors) et l'administration locale (le secrétariat du PTC régional). Chacune des nouvelles zones économiques se spécialisa dans un domaine particulier (agriculture, industrie, nouvelles technologies...). Ces zones, d'une superficie de 1,5 à 10 kilomètres carrés, sont localisées pour cinq d'entre elles à la frontière sino-coréenne, pour trois autres sur la côte est du pays et pour les cinq dernières sur la côte ouest.

74

Le 21 novembre 2013, le gouvernement nord-coréen annonça des mesures visant à créer treize zones économiques spéciales supplémentaires, conformément à la loi promulguée six mois auparavant. Le 18 juin 2014, il fut décidé de réorganiser le ministère du Commerce international en un nouveau ministère des Affaires économiques externes chargé également de coordonner les activités de deux entités économiques: la Commission d'investissement et de joint-venture Chosŏn (CIJV) et le Comité de développement économique et social (CDES). Ce dernier a été créé afin d'exécuter le « Plan stratégique pour le développement économique national pour dix ans », qui expirera en 2020. Les fonctionnaires du CDES sont en charge de la gestion des zones économiques spéciales dans les provinces et de l'assistance aux entreprises étrangères. Tous les projets placés jusqu'alors sous le contrôle de la CIJV sont passés sous la houlette de cette nouvelle structure. Il convient de rappeler que Jang Song-thaek, l'oncle par alliance de Kim Jong-un exécuté en décembre 2013, était à la tête du CIJV. Le rattachement de cette structure au CDES a entraîné la subordination des investissements, alors sous le contrôle des partenaires de Jang, au PTC.

Entre 2013 et 2017, de nombreux changements ont eu lieu dans le modèle économique nord-coréen, non seulement du point de vue humain, par le remplacement des cadres dirigeants associés à Jang Song-thaek, mais également du point de vue structurel, par la redéfinition du rôle des institutions gouvernementales et militaires dans la gestion des questions économiques. De manière globale, on peut dire que l'actionnariat des principales sociétés est passé dans les mains de la famille Kim et du PTC. L'armée a conservé certains de des actifs en question, mais une partie a été transférée au PTC.

L'ÉCONOMIE DE LA CORÉE DU NORD EN 2018

Le rôle de la Chine dans l'économie des deux Corées

Il demeure primordial de savoir que, pour chacune des Corées, la Chine demeure le principal partenaire économique. 22 % des importations sud-coréennes (94 millions de dollars) proviennent de Chine. Concernant la Corée du Nord, 92 % des importations sont d'origine chinoise (2,84 millions de dollars). Et Pékin est la première destination des exportations sud-coréennes. Il en ressort une dépendance extrême des deux Corées envers la Chine. Depuis 1991, la Chine est le premier partenaire économique de la Corée du Nord et, depuis 2005, plus de 20 % de ses importations en sont issues.

Dandong Hongxiang Industrial Development Co Ltd assure 30 % des échanges entre Pyongyang et Séoul, or cette société est fortement impactée par les sanctions prises à l'égard de la Corée du Nord. Il est également intéressant de noter que 5 232 entreprises chinoises sont impliquées dans les échanges entre Pékin et Pyongyang; en comparaison, 67 163 sociétés chinoises exportent des produits vers la Corée du Nord. Il en ressort une relation allant de un à douze, alors que les échanges sont trente-trois fois plus importants entre la Chine et la Corée du Sud. En conséquence, les échanges entre Pékin et Pyongyang sont dominés par des petites entreprises, les sociétés d'État chinoises ne souhaitant guère entrer sur le marché nord-coréen. Il existe des exceptions, comme le centre commercial Kwangbok à Pyongyang, construit sur la base d'un consortium sino-nord-coréen représenté par la société chinoise Feihaimengxin International Trade Co Ltd. Les achats y sont réglés en yuan, la monnaie chinoise.

Pour faire des affaires en Corée du Nord, il ne faut pas forcément recourir aux services de la directrice de la société Dandong Hongxiang, Ma Xiaohong. Un autre partenaire, la Jindallae Children's Foundation in North Korea, a été créé par Jindallae Saphariny⁶, la fille de l'ancien ambassadeur palestinien en Corée du Nord Moustapha Saphariny, secourue médicalement par Kim Jong-il. Par le biais de sa fondation culturelle, les échanges arabo-nord-coréens sont en croissance.

Enfin, dans le passé, Zhou Yongkang (responsable politique et homme d'affaires chinois) et Sam Pa (homme d'affaires originaire de Hong Kong responsable de projets immobiliers à Pyongyang) furent proches de

6. *Jindallae* signifie « azalée » en coréen.

Kim Jong-il – mais tous deux ont été arrêtés par les autorités chinoises, respectivement en décembre 2014 et en octobre 2015.

Les limites de la libéralisation

Si l'on cherche à faire des affaires avec la Corée du Nord, le régime n'en demeure pas moins opaque; il est en effet toujours difficile de joindre les autorités nord-coréennes. Ainsi, le simple fait de pouvoir envoyer un courrier électronique en Corée du Nord est subordonné à une inscription préalable dans la base de données de l'administration du pays.

76 Nombreux sont également les investisseurs étrangers en Corée du Nord qui se sont vus escroquer par l'État nord-coréen. C'est le cas de Kenneth Frost, ancien directeur de Phoenix Commercial Ventures Ltd, dont les actifs ont été gelés lorsque ce fonds d'investissement a cessé ses activités en 2016.

Les mesures d'ouverture économique ont été contrecarrées par la famille Kim, consciente de l'influence grandissante du gouvernement. C'est pourquoi en juin 2008, afin de veiller à la sauvegarde des principes du socialisme, il a été instauré un nombre maximal de marchands sur les marchés publics et un nombre limité de produits disponibles à la vente. Il faut ici ajouter qu'en 2009 la monnaie nord-coréenne a été fortement dévaluée, ce qui a entraîné une chute de la confiance envers cette monnaie, qui ne pouvait plus être épargnée, et ainsi une « yuani-sation » de l'économie. Les transactions sur les marchés tolérés se font en yuan. Et dans le cadre des foires internationales de Pyongyang, la majorité des échanges le sont en monnaie chinoise, en dollar ou en euro.

En novembre 1998, l'entreprise Hyundai Asan lança des circuits touristiques de visiteurs sud-coréens dans les monts Kumgang. En juillet 2008, les gardes du site abattirent une touriste qui s'était égarée dans une zone interdite. En novembre 2008, le site touristique de Kumgang a été fermé pour une durée indéterminée.

Les perspectives de la coopération économique entre les deux Corées

En 2015, les échanges économiques entre les deux Corées ont atteint une valeur de 2,7 milliards de dollars, pour redescendre à 330 millions de dollars l'année suivante. Entre les deux pays transitaient principalement des machines et des produits textiles. La chute des échanges entre les deux Corées accroît encore plus la dépendance nord-coréenne envers la Chine, ce que les autorités de Pyongyang ne souhaitent pas, puisque ainsi est également accrue leur dépendance politique vis-à-vis de Pékin.

Le déclin du commerce de la Corée du Nord en 2016 peut être attribué en priorité à la fermeture, en février 2016, du complexe industriel de Kaesong, qui représentait la quasi-totalité des échanges intercoréens. Cependant, cette fermeture n'a pas nécessairement eu un aussi grand impact sur l'économie nord-coréenne que les résolutions onusiennes visant à réduire les exportations nord-coréennes du fait de la menace que son programme nucléaire fait peser sur la paix mondiale. À ces résolutions s'ajoute la baisse des prix des matières premières, qui a également contribué à la baisse de la valeur globale du commerce nord-coréen en 2015.

Comme nous l'avons vu, la Chine a un rôle déterminant pour l'économie des deux Corées. Si l'on considère que les relations entre celles-ci peuvent s'améliorer, notamment après le sommet des deux leaders coréens, Moon Jae-in et Kim Jong-un, qui a eu lieu en juin 2018, la coopération économique est par ailleurs susceptible de redémarrer malgré les difficultés antérieures que nous avons abordées.

Tout d'abord, le fait que la Corée du Sud soit exaspérée par sa dépendance en métaux vis-à-vis de la Chine est un secret de polichinelle. 40 % des produits en métal importés proviennent ainsi de Chine. Cette dépendance peut se réduire si les échanges intercoréens reprennent. En effet, la Corée du Nord dispose non seulement de gisements en métaux communs et rares, mais sa proche localisation géographique réduirait fortement les frais de transport occasionnés. Entre 2013 et 2016, 50 % des exportations de la Corée du Nord concernaient des matières premières; quant à la valeur totale des réserves minérales sur lesquelles repose la Corée du Nord, elle est estimée à environ 2,7 trillions de dollars.

Par ailleurs, les exportations sud-coréennes, qui s'essouffent à cause de l'appréciation du won sud-coréen, doivent trouver de nouveaux marchés, et l'un d'eux pourrait être la Corée du Nord et ses vingt-cinq millions de consommateurs. Ceux-ci sont déjà conscients de la meilleure qualité des produits sud-coréens en comparaison des produits chinois. Cependant, la difficulté est de nature législative. Elle réside dans l'interdiction pure et simple d'exporter des produits sud-coréens en Corée du Nord. Si cette loi était abrogée et que les autorités nord-coréennes le permettaient, certains produits sud-coréens pourraient arriver sur les étals et dans les magasins nord-coréens, et donc dynamiser la demande interne en Corée du Nord et le commerce international sud-coréen. Cependant, si l'on prend en compte les problèmes commerciaux causés par les autorités nord-coréennes, on peut douter fortement qu'une telle coopération puisse se mettre en place, et cela quelles que soient les sanctions appliquées envers le régime dictatorial de Pyongyang.

Il faut savoir, en outre, que les produits sud-coréens sont plus ou moins interdits en Corée du Nord car considérés comme « dépravés ». Malgré l'interdiction formelle, la réalité est tout autre. On peut trouver au Nord un grand nombre de produits sud-coréens tels que des articles de consommation courante, des vêtements, des films, de la nourriture, non seulement à Pyongyang mais également dans d'autres grandes villes du pays où ils sont vendus librement.

78 Finalement, un premier pas vers la renaissance de la coopération économique entre les deux Corées serait l'apparition de sociétés sud-coréennes dans les foires commerciales se déroulant à Pyongyang ou à Rason. Jusqu'à présent, aucune société sud-coréenne ne s'y est jamais présentée. Les espoirs se sont donc portés sur de nouveaux sommets intercoréens, dont celui prévu pour l'automne 2018, qui devrait permettre de relancer la coopération économique de façon dynamique. Et qui dit coopération économique dit relance des investissements structurels. Depuis les multiples sommets organisés par Kim, les prix de l'immobilier ont bondi aux frontières chinoise et sud-coréenne avec la Corée du Nord. Par exemple, dans la ville de Dandong, frontalière de la Corée du Nord et principal *hub* du commerce sino-nord-coréen, le prix des appartements a tout simplement doublé entre 2017 et 2018. Et tout cela, dans un contexte de détente de la puissance des sanctions à l'égard de Pyongyang. Autre exemple : certains restaurants nord-coréens qui avaient fermé à Dandong à cause des sanctions recommencent à ouvrir leurs portes depuis juillet 2018.

*

Cinquante ans de communisme nord-coréen laissent des traces indélébiles sur la situation économique du pays. Après la chute du bloc soviétique, la Corée du Nord perd une majeure partie de l'aide économique qui lui était accordée. Alors qu'au début des années 1990 le pays était peu enclin à changer de stratégie économique, il mise malgré tout depuis 2002 sur une diversification de son économie à travers un programme visant à attirer les investisseurs étrangers. Malgré la propension naturelle des Asiatiques, et donc des Coréens, à épargner, le pays manque cruellement de fonds et des investissements étrangers sont nécessaires pour l'avenir économique du pays. À cela s'ajoute la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, bien que des formations à l'étranger aient été mises en place pour les éléments prometteurs de la jeunesse nord-coréenne. Certains établissements universitaires de Corée du Nord cherchent également à

inviter des enseignants étrangers⁷. Le potentiel du pays reste malgré tout impressionnant. La Corée du Nord compte près de vingt-cinq millions d'habitants et abrite de nombreux gisements de matières premières, dont toutes les concessions n'ont pas encore été partagées.

De façon générale, la Corée du Nord est entrée dans une phase de libéralisation de l'économie. Depuis l'avènement de Kim Jong-un, les fonctionnaires d'État ont indiqué dans les médias que des changements étaient à prévoir, tout en se refusant à utiliser le mot « réforme ». Malgré tout, si Kim Jong-un veut continuer de régner en Corée du Nord, il est dans l'obligation de réformer le modèle économique et par là même de rompre avec le modèle idéologique en vigueur.

7. « Status and Role as Power Successor », *Vantage Point*, vol. 34, n° 9, 2011, p. 7. Patrick Maurus, un enseignant français, est également maître de conférences à l'université Kim-Il-sung.

R É S U M É

L'économie nord-coréenne a connu de nombreuses difficultés dans les années 1980 et 1990. Malgré son modèle idéologique, qui prône l'autosuffisance, elle est basée sur la coopération économique avec les pays voisins tels que la Chine et la Corée du Sud. Pour le moment, le modèle de développement économique de la Corée du Nord appliqué depuis une vingtaine d'années rappelle singulièrement les stratégies économiques des pays voisins. Kim Jong-un fait face à un défi inédit : tourner définitivement la page et renier le modèle économique en vigueur, ou continuer d'enfoncer le pays dans la crise.